



Rapport moral et d'orientation

Assemblée générale du RCDP 29 septembre 2023

En 2023, le réseau comporte 28 membres à jour de leurs cotisations.

5 collectivités ont quitté le réseau depuis 2021 et 2 l'ont rejoint. Le bureau actuel de l'association est composé de 5 membres qui sont régulièrement présents pour contribuer à animer les projets de l'association.

Plus de 10 réunions de bureau se sont tenues sur l'année 2022-2023, ainsi que des réunions spécifiques en vue de préparer les assises. Un temps de restitution a aussi été proposé à l'ensemble des membres.

Cependant, 3 postes d'élus restent aujourd'hui vacants au sein de ce bureau. Nous faisons le constat qu'il est plus difficile de mobiliser sur ce volet de gouvernance et de pilotage du réseau, qu'il ne l'est sur les volets du programme JER'EST, sur lesquels les techniciens se mobilisent aux côtés de leurs élus.

Aussi, pour préparer la continuité des activités du réseau, il est important de :

- Préparer la transmission vers de nouveaux élus et alerter sur la nécessité de nous rejoindre au sein du bureau ;

La gestion du réseau

Elle a suscité de nombreux échanges au sein du bureau :

- La question des flux financiers a été cadrée par la mise en place de protocoles clairs entre le trésorier et le service comptable mais il faut finaliser cette démarche pour éviter qu'elle ne soit pas trop chronophage pour l'élu trésorier ;

- Le temps nécessaire au pilotage de programme tel que JER'EST a aussi été quantifié, afin d'ajuster la convention de financement qui nous lie à CUF ; plus globalement cette convention est en cours de reformulation ;
- Une réflexion sur la sécurisation juridique du fonctionnement de l'antenne à Ramallah est en cours ;
- Des échanges avec la DAECT ont permis de conforter le besoin d'un financement pour soutenir les projets du RCDP.

La création d'un groupe pays Palestine au sein de CUF

Enfin, au-delà de ces aspects gestionnaires, l'année 2023 a été marquée par la création d'un **groupe pays Palestine au sein de CUF** afin de garantir une plus juste représentation de la coopération franco-palestinienne au niveau national. Cette annonce a été faite par le Président de CUF lors des assises sur la coopération franco-palestinienne. Le premier groupe pays s'est tenu le 18 septembre dernier.

La lettre de mission confiée par le Président de CUF insiste sur le rôle du président qui sera celui de :

- **Contribuer à l'animation du groupe-pays Palestine** à travers la mobilisation ou la relance des partenariats de coopération décentralisée existants ;
- **Favoriser la mutualisation entre collectivités françaises** pour conduire des actions ayant de l'impact, en cohérence avec les orientations stratégiques décidées au niveau national ;
- **Plaider pour un plus fort engagement des autorités nationales** autour des questions de paix, dialogue, respect du droit international et reconnaissances des droits du peuple palestinien ;
- **Représenter les collectivités engagées en Palestine auprès des partenaires institutionnels et interlocuteurs de CUF**, tels que le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, les associations de collectivités, les représentations diplomatiques et réseaux ou organismes engagés avec les territoires Palestiniens occupés, pour porter des messages auprès des décideurs politiques de haut niveau, dans le cadre d'une « diplomatie des collectivités ».

La création de ce groupe Palestine repositionne le RCDP sur des objectifs plus opérationnels, tels que :

- soutenir de nouvelles collectivités territoriales qui souhaiteraient s'engager sur ces coopérations, accompagner les délégations d'élus qui le souhaitent pour faciliter la logistique de terrain,
- aider à la gestion des flux financiers, partager des pratiques de coopération entre collectivités,
- ou permettre aux collectivités qui le souhaitent d'intégrer les programmes de coopération tels que JER'EST.

Les assises franco-palestiniennes à Ramallah

La préparation des **assises franco-palestiniennes à Ramallah** nous a beaucoup mobilisé en 2023. Dans le contexte sécuritaire actuel en Israël, la tenue de cette manifestation a constitué un événement politique indéniable et a permis, enfin, aux acteurs de partager et exposer leurs pratiques de coopération. **Près de 130 collectivités françaises et palestiniennes ont répondu présentes**, et le consulat de France à Jérusalem, appuyé par la DAECT, ont grandement contribué à la réussite de ces rencontres.

Plusieurs collectivités ont manifesté un réel intérêt pour engager de nouvelles coopérations, notamment les « petites » collectivités. Une réflexion doit être menée pour pouvoir soutenir et accompagner ces collectivités.

Pour bon nombre de participants, ces assises leur ont permis de se déplacer pour la première fois en Palestine. Dans ce cadre les visites des centres sociaux et socio-culturels à Jérusalem ont été des moments forts.

Les prises de parole ont été franches et concrètes, même si on ne peut que regretter l'absence de représentation du MEAE et le manque de visibilité du RCDP. Le traitement réservé à quelques élus à l'aéroport de Tel Aviv a aussi été dénoncé. Une démarche du consulat a été effectuée auprès des autorités israéliennes pour dénoncer ce traitement.

Ces assises ont été l'occasion de partager de nouvelles thématiques, telle que la lutte contre les violences faites aux femmes, ou le traitement des déchets.

Le programme JER'EST

Vous trouverez la description des activités réalisées à ce jour dans le rapport d'activités.

Enfin, la coopération entre la France et la Palestine va fêter ses 30 ans en 2024 et le RCDP en partenariat avec CUF organisera un ou plusieurs activités autour de cela.